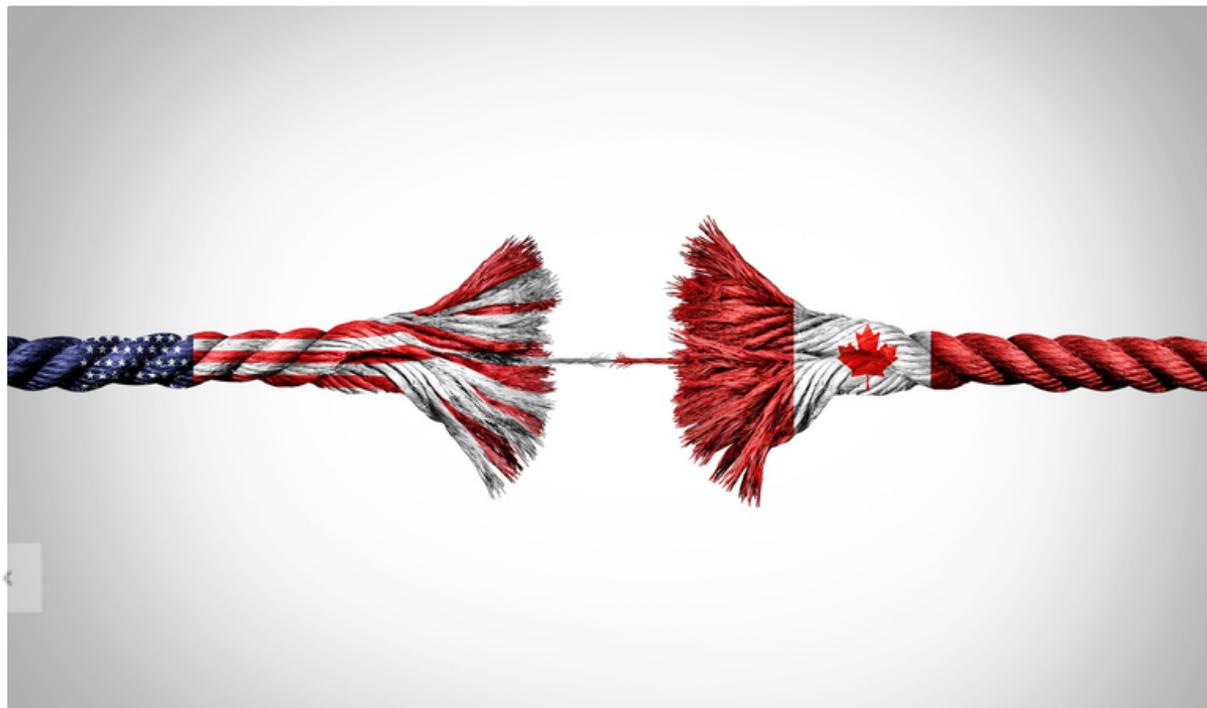


Le Canada doit se préparer à la coercition américaine

Justin Massie | 17 mars 2025



Si le Canada entretient depuis longtemps des relations étroites et stables avec son voisin américain, les menaces d'[asphyxier](#) l'économie canadienne afin de forcer le pays à rejoindre les États-Unis, de [cesser](#) d'assurer la protection du Canada, de [redessiner](#) les frontières ou encore d'[exclure](#) le pays de l'alliance [Five Eyes](#) obligent à envisager la possibilité que le président Donald J. Trump exerce des pressions susceptibles de saper la souveraineté et la sécurité du Canada. L'on peut certes espérer que le 47^e président des États-Unis ne mettra pas ses menaces à exécution, mais il serait irresponsable de ne pas se préparer au pire. D'autant plus que les menaces d'annexion ne visent pas que le Canada, mais également un autre allié transatlantique, le Danemark, et que le président Donald Trump [persiste](#) et signe dans son appétit pour [l'impérialisme du XIX^e siècle](#).

Si l'idée que les États-Unis se retournent contre leur allié du Nord peut sembler farfelue à certains, nous devons être conscients des risques. Une approche lucide de la sécurité nationale exige d'anticiper et de se préparer à des scénarios où les États-Unis utiliseraient leur poids considérable pour atteindre leurs objectifs impérialistes. Dans cette analyse, j'examine quatre scénarios possibles et propose une voie à suivre pour accroître la résilience du Canada et atténuer les risques posés par la politique brutale de Donald Trump.

Quatre scénarios de coercition américaine

Pendant des décennies, le Canada a compté sur la protection des États-Unis dans le cadre du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et d'une coopération militaire plus large. Toutefois, une administration américaine plus transactionnelle et égoïste pourrait décider que la protection militaire du Canada n'est plus dans son intérêt, que ce soit parce qu'elle coûte trop cher, [comme le soutient Donald Trump](#), ou encore parce que Washington souhaite faire pression sur le Ottawa pour qu'elle accepte son projet d'annexion aux États-Unis. Le Canada se trouverait alors hautement vulnérable aux menaces extérieures, y compris l'agression potentielle d'États rivaux tels que la Chine et la Russie. Le [principe](#) selon lequel les États-Unis garantiraient la sécurité du Canada ne tient plus, car le lien de confiance a été rompu. Le Canada pourrait être lâché par son principal allié à la suite d'un simple message sur les réseaux sociaux. Le pays doit dès lors se préparer à l'éventualité d'un

abandon stratégique, que ce soit face à une attaque cyber ou la violation de son espace aérien ou de ses voies maritimes.

Les intérêts économiques et stratégiques des États-Unis pourraient également conduire à des actions unilatérales plus agressives sur le territoire canadien. Cela pourrait se manifester à l'égard de différends territoriaux tels que le [passage du Nord-Ouest](#), que les Américains considèrent comme des eaux internationales et non canadiennes, ou encore dans les [Grands Lacs](#), que convoite ouvertement Donald Trump. Des préoccupations similaires pourraient s'appliquer au [territoire arctique](#), pour ses ressources naturelles, ou encore à l'espace aérien, pour effectuer une démonstration de force et faire plier le Canada. Ceci, bien entendu, éprouverait la capacité du pays à contrôler son propre territoire.

Les Forces armées canadiennes dépendent fortement de la technologie et du matériel américains. Si Washington décidait de restreindre l'accès à des ressources militaires essentielles, telles que les pièces détachées, les mises à jour de logiciels ou le partage de renseignements, cela pourrait considérablement affaiblir l'état de préparation opérationnelle militaire du Canada. Des systèmes tels que l'avion de chasse [F-35](#), les capteurs et le système de combat des [futurs navires de guerre](#) du Canada et le système d'alerte du Nord, qui est en voie de [profonde modernisation](#), dépendent tous du soutien continu des États-Unis. Si l'accès à ces équipements était bloqué, la capacité du Canada à se défendre et à contribuer aux opérations alliées serait gravement compromise.

Enfin, un autre risque réside dans la possibilité que le gouvernement américain – ou des [entités privées](#) opérant avec une approbation tacite – soutiennent des acteurs au sein du Canada qui cherchent à déstabiliser le pays. Il pourrait s'agir de campagnes de désinformation de grande échelle, visant à influencer les élections canadiennes, de coercition économique ciblant des industries stratégiques, voire d'un soutien à des mouvements annexionnistes. De telles tactiques ont été utilisées dans d'autres pays pour exercer de l'influence et créer des divisions, et le Canada doit être vigilant face à ces menaces.

La riposte canadienne : autonomie, résilience et atténuation des risques

Face à ces menaces de coercition, le Canada doit prendre des mesures décisives pour renforcer sa souveraineté, diversifier ses partenariats en matière de sécurité et accroître la résilience sociétale. L'ère de l'alliance indéfectible et incontestée avec les États-Unis touche peut-être à sa fin. Le Canada doit donc repenser les fondamentaux de sa politique de défense.

La première étape consiste à développer dans l'urgence et dans la durée un tissu industriel et technologique de défense. Le Canada doit développer ses propres capacités dans des domaines essentiels tels que les drones, les technologies de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR), le transport stratégique et les systèmes de communications. En favorisant une industrie nationale solide, le Canada peut réduire sa dépendance à l'égard de la technologie militaire américaine et garantir le maintien de son état de préparation opérationnelle, quelles que soient les pressions extérieures. Cette première mesure doit être menée avec urgence, mais ne pourra pas être réalisée à court terme.

En conséquence, le Canada doit également élargir et approfondir ses partenariats stratégiques en matière de défense au-delà des États-Unis. Si les relations bilatérales avec Washington restent importantes, une dépendance excessive à l'égard d'un seul pays constitue une vulnérabilité inacceptable. Le renforcement des liens de défense avec des pays disposant d'une industrie militaire relativement autonome des États-Unis mais interopérable avec les forces américaines devraient être privilégiés, tels que la France, la Suède et la Corée du Sud. Ces derniers pourraient fournir au Canada d'autres sources de technologie militaire avancée, notamment en matière de feux de précision à longue portée, de sous-marins, de systèmes de défense aérienne et de partage de renseignements. Ces pays ont en commun avec le Canada un engagement en faveur de valeurs démocratiques et de la stabilité mondiale, ce qui en font des partenaires naturels pour le renforcement de la sécurité nationale.

Par exemple, l'idée d'écarter l'acquisition de F-35 se répand en raison de la [perte de confiance](#) à l'égard des États-Unis. Le ministre canadien de la Défense a ainsi exprimé son intention de [réexaminer](#) l'acquisition de 88 F-35 d'ici 2034. La meilleure stratégie consisterait à adopter une flotte mixte, c'est-à-dire maintenir l'achat de 88 chasseurs de 5^e génération auprès de Lockheed Martin, mais d'y ajouter une flotte de Gripen ou de Rafale afin de réduire la dépendance canadienne à l'égard des États-Unis. Ceci permettrait par le fait même de disposer d'une flotte d'avions de chasse d'une [taille similaire](#) à celle que possédait le Canada durant la guerre froide. De même, ceci devrait être conjugué au développement d'un avion de chasse de 6^e génération avec des partenaires autres que les États-Unis, tel que [le projet](#) mené par le Royaume-Uni, le Japon et l'Italie.

Le Canada joue un rôle important dans la sécurité européenne, que ce soit par l'entremise de son contingent militaire en Lettonie, dont la mission est de défendre ce pays contre une possible agression russe, ou encore par le soutien militaire offert à l'Ukraine pour résister à l'invasion russe. Ces contributions sont essentielles pour dissuader la Russie d'envahir ses voisins, mais elles ont été faites sur la prémisse que les États-Unis garantiraient la protection du territoire canadien en cas de guerre. Ce présumé ne tient plus. Le Canada devrait donc réévaluer son engagement envers la sécurité européenne en le conditionnant à

un soutien européen à l'égard de sa propre souveraineté et à un plus grand accès aux chaînes de production militaire européennes dans le processus de modernisation et d'autonomisation des Forces armées canadiennes. Par exemple, le Canada pourrait négocier l'acquisition de sous-marins, de systèmes de défense aérienne, ou encore de chasseurs français en contrepartie d'une délocalisation de la production vers le Canada et des investissements canadiens dans la production d'autres équipements militaires produits en France.

Des exercices militaires conjoints avec les Européens, sans la présence des États-Unis, permettraient également de nouer des relations plus étroites et résilientes entre les alliés euro-atlantiques et se prémunir contre un possible désengagement américain. Ceci pourrait s'ancrer dans un processus plus large [d'approfondissement des relations entre le Canada et l'Union européenne](#), à l'instar des modèles britannique, norvégien ou suisse. Cela pourrait se traduire par la formalisation d'un pacte de défense mutuelle qui inclurait explicitement l'intégrité territoriale du Canada. La réciprocité doit effectivement être un principe cardinal de la politique de défense du pays. L'on ne peut que déplorer le [peu d'empressement](#) des Européens à dénoncer les ambitions annexionnistes de Donald Trump, d'autant plus que [près de 2 000 Canadiens](#) sont actuellement déployés en Lettonie afin d'assurer l'intégrité des frontières des alliés européens et qu'Ottawa [n'exclut pas de contribuer](#) à une force de dissuasion en Ukraine, visant à assurer le respect d'un éventuel cessez-le-feu. Face à la remise en question du principe de l'article 5 de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) par le président Donald Trump, une alliance au sein de l'Alliance, comprenant les alliés les plus volontaristes, dont le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et la Pologne, est plus que jamais nécessaire. L'idée n'est d'ailleurs pas nouvelle, comme en témoigne le partenariat stratégique franco-hellénique et celui entre Londres et Varsovie.

Plus important encore peut-être, le Canada doit sensibiliser davantage son opinion publique à l'évolution du paysage géopolitique. De nombreux Canadiens estiment encore que les États-Unis ne menaceront pas l'intégrité de leur pays. Cette hypothèse est de plus en plus risquée. La transparence gouvernementale est clé pour maintenir un lien de confiance envers les autorités, et doit donc être accrue de manière substantielle afin de préserver l'unité sociale. Ceci passe notamment par une vaste campagne dans les médias sociaux afin d'offrir une information juste et accessible à tous, ainsi qu'à contrer les mensonges proférés par des acteurs hostiles, [y compris américains](#). La sensibilisation du public est un pilier essentiel de la résilience nationale, qui garantit que les citoyens canadiens soutiennent les investissements nécessaires en matière de sécurité et d'autosuffisance. De même, le soutien aux *think tanks* canadiens doit être accru afin d'encourager le dialogue et éclairer davantage le débat public. À ceci s'ajoute la nécessité absolue de lancer une campagne de consultation afin d'élaborer, dans l'année courante, un nouvel énoncé de politique étrangère et de défense capable d'offrir une vision claire, stratégique et coordonnée pour assurer la protection du Canada face à la coercition américaine. Le Canada ne peut se permettre d'être [à nouveau pris de court](#) par le pivot brutal des États-Unis. Si la [prise de conscience actuelle](#) est à saluer, il est désormais temps de passer à l'action.

**

*

Les États-Unis demeurent l'allié le plus proche et le partenaire commercial le plus important du Canada. Cependant, nous ne pouvons pas ignorer les risques réels posés par les priorités changeantes des États-Unis et la possibilité que Washington exerce des pressions sur Ottawa d'une manière qui porte atteinte à notre souveraineté et à notre sécurité. Une approche proactive est nécessaire pour se préparer à des scénarios dans lesquels les États-Unis constitueraient une menace contre la sécurité nationale du Canada.

Crédits iconographique : [wildpixel](#)

— •— — ••— •— ••

Justin Massie

Justin Massie est professeur et directeur du département de science politique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et co-directeur du Réseau d'analyse stratégique. Il est également membre du Comité de direction du Rubicon.

Comment citer cette publication

Justin Massie, « Le Canada doit se préparer à la coercition américaine », *Le Rubicon*, 17 mars 2025 [<https://lerubicon.org/le-canada-doit-se-preparer-a-la-coercition-americaine/>].

